

Suisse : des serial killers veulent tuer la démocratie directe

Rappel : La démocratie directe suisse est enviée par un nombre incroyable de pays alors qu'en Suisse les critiques de ce système politique foncièrement démocratique et participatif se font de plus en plus fréquentes.



Je l'ai dit et écrit souvent, je suis un défenseur inconditionnel de notre démocratie directe et je le reste contre vents et marées. Je pense qu'elle doit rester telle qu'elle est et qu'il ne faut y apporter aucune modification, absolument aucune.

Cette démocratie directe doit rester simple, immédiatement compréhensible dans son fonctionnement et directement accessible par tous les citoyens.

Pas question de chercher, comme le veulent obsessionnellement certains, à la modifier, l'adapter, la moderniser, etc.

Depuis quelques temps on assiste à de véritables tirs groupés venant de tous les côtés et cherchant à montrer l'inadéquation de la démocratie directe avec les réalités nouvelles et proposant toutes sortes de changements visant toujours à la limiter, à la rendre plus compliquée et difficile.



Tout se passe comme s'il y avait une attente, implicite, voire une coordination souterraine entre ces attaquants. Chacun y va de son idée, de sa proposition singulière, pour venir à l'appui de cette prétendue nécessité d'amputation de la démocratie directe.

La multiplicité et la variété de ces attaques visent à renforcer le sentiment de nécessité et d'inévitabilité d'une réforme.

C'est un peu comme si on retrouvait dans le domaine politique l'obsession des serial killers, sauf qu'ici le travail est

divisé entre plusieurs killers qui semblent s'être donné le mot, chaque killer voulant nous faire croire qu'il agit seul et qu'il présente, à chaque fois, un nouvel argument déterminant. La nécessité de l'amputation du malade doit devenir d'autant plus nécessaire, impérative.

Bien sûr on évite l'attaque trop frontale, pour ne pas heurter le peuple. Chaque attaque commence par une formule du genre : la démocratie directe est formidable, un système admirable que nous avons la chance de connaître, avec cependant tout de suite après les mais, mais, mais... Telle est la stratégie générale. Tenter de montrer que si on veut conserver ce système politique unique et envié, il faut impérativement le modifier. En réalité il s'agit de le vider de l'intérieur.

Ces serial killers ne manquent pas d'imagination et leurs propositions font l'objet d'un véritable feuilleton massivement relayé par les médias, toujours mécontents de ce peuple qui ne vote pas comme ils voudraient, sauf quand il vote « bien », c.-à-d. comme eux ; dans ce dernier cas les félicitations pleuvent. La contradiction ne les gêne même pas. Je ne vais pas rappeler tous les détails de cette inventivité négative, très fertile. **Juste quelques grandes lignes et exemples :**

-augmenter le nombre de signatures nécessaires pour une initiative, le doubler pour passer de 100.000 à 200.000 par exemple

– le Parlement devrait pouvoir et oser invalider plus facilement une initiative

– les initiatives qui contreviennent au droit impératif international devraient être invalidées (on oublie qu'il n'y en a quasiment pas)

– ajouter une initiative législative...(un autre moyen de complication)

-d'autres propositions sont tellement compliquées que le citoyen ne comprendrait plus rien et devrait presque devenir chercheur en sciences humaines pour y parvenir

-comme il y a de plus en plus d'initiatives, cela encombrerait le système politique (non, cela oblige simplement les

autorités à résoudre les problèmes)

-il y a aussi de plus en plus d'initiatives acceptées (oui, c'est vrai ; donc il faut agir pour les appliquer et résoudre ces problèmes de plus en plus nombreux et graves)

- il y a ensuite la difficulté d'appliquer certaines initiatives (c'est vrai et normal ; le Parlement est là pour trouver des solutions et non pour empêcher les initiatives)

- certaines initiatives créent évidemment des tensions au niveau international, car ne correspondant pas à certains principes dits intangibles, par ex de l'UE (c'est tout à fait normal puisque le président de la Commission européenne a osé dire que la démocratie ne pouvait l'emporter sur ces principes « intangibles ») Cela illustre très concrètement le caractère non démocratique de l'UE. En attendant qu'elle implose, afin que l'on puisse repartir sur de nouvelles bases plus démocratiques.



Ces tensions devraient aussi rappeler que la Suisse est souveraine puisque non-membre de l'UE.

- pour certains, le droit d'initiative serait instrumentalisé par tel ou tel parti politique. C'est évidemment une caricature et une façon de tenter de délégitimer les adversaires de l'amputation.

En fait les initiatives soulèvent toujours des problèmes importants non résolus par les autorités ; si les autorités s'en occupaient plus activement et dans un sens voulu par le peuple il y aurait moins d'initiatives.

-les initiatives seraient des réactions trop émotives (comme si certains problèmes d'une gravité extrême ne devaient pas émouvoir et révolter les citoyens).

L'émotif c'est toujours l'Autre. Mais défendre davantage les

criminels que les victimes par exemple, ne peut que provoquer des émotions et heureusement.

-la multiplication des initiatives et celles touchant à l'international créeraient de l'insécurité.

C'est très bien si des problèmes inacceptables créent des difficultés, s'ils ne sont pas résolus.

– il y a bien sûr encore bien d'autres critiques de la démocratie directe et des propositions si complexes qu'elles n'ont plus rien à voir avec la simplicité nécessaire à cette pratique politique simple et compréhensible par tout un chacun.

En bref, si la Suisse connaît beaucoup moins de problèmes, de conflits, de tensions, de mouvements violents, de grèves, susceptibles parfois de bloquer un pays entier, c'est fondamentalement grâce à la démocratie directe qui permet de faire apparaître très vite les problèmes, de les faire discuter dans l'espace public et d'obliger les autorités à s'en saisir.

Elle constitue un véritable sas de décompression politique et permet d'abréagir nombre de problèmes sociaux et politiques, qui sans cela s'envenimeraient rapidement, comme dans bien d'autres pays.

Il n'est pas question de toucher à ce bien le plus précieux du système politique suisse qui est la base de notre mode de vie général largement envié.

Je dis bien que je n'accepte aucun changement de la démocratie directe, pas le moindre ; au contraire, il faut la conserver telle quelle est et quels que soient d'éventuels « inconvénients » ou « blocages ».

Il faut repartir du principe que la Suisse est indépendante et souveraine, ce qui ne l'a jamais empêché de travailler et de négocier avec tous les pays du monde.

Prendre subitement comme étalon de référence l'UE est faire preuve d'une incroyable et nouvelle faiblesse, pour ne pas dire d'une véritable trahison par rapport à nos ancêtres qui ont eu à affronter bien d'autres ennemis, encore plus dangereux, parfois les armes à la main.

Se soumettre à une entité supérieure qui se veut ouvertement non démocratique, et qui, au nom de principes avancés stratégiquement et hypocritement, ne veut faire aucune concession et souhaite en fait en son for intérieur la disparition d'un modèle qui marche, fonctionne, donne satisfaction et sert de référence, contrairement à l'UE, représente la pire des soumissions et des trahisons.

Cela ne signifie nullement une fixation passéiste sur le mythe de l'autarcie, en effet impossible et qui n'a jamais existé, mais simplement des rapports comme nous en avons avec tous les autres pays et continents. Cessons d'avoir le complexe du petit au point d'accepter une reddition sans conditions.

Je ne me gêne nullement de dire qu'une UE, comme celle que dirigent en ce moment bien des incompetents et des crétins, et en plus prétentieux, et pour la plupart même pas élus, qui entraîne catastrophe sur catastrophe, ne pourra pas, contrairement à ce que pensent ces derniers, durer très longtemps sous cette forme.

L'Europe a déjà trop donné à l'autoritarisme et au totalitarisme pour y retourner sous une forme plus ou moins déguisée.

Restons nous aussi intransigeants sur nos principes afin de montrer ce dont est capable cette UE qui souhaite en réalité faire crever et tenter de réduire à la misère un pays qui est lui réellement démocratique, cela pour tenter de cacher sa propre misère et les catastrophes engendrées, bref son échec.

Oui l'UE est une menace et le principal danger pour l'Europe, pour la vraie Europe, et dont la Suisse se sent si proche.

Soyons nous aussi diaboliques, ou en tout cas intraitables, en travaillant sur deux scénarios d'avenir à la fois : chercher par tous les moyens et malgré tout la négociation en fonction de nos principes mais pas en soumis ni en laquais, et **avoir présente comme un possible, simultanément, l'implosion de cette entité autoritaire, non démocratique et pré-totalitaire, et y contribuer, avec d'autres, notamment avec ceux qui veulent, après y avoir adhérer, la quitter.**

La démocratie directe nous permet de laisser parler et agir la

population et de s'opposer aux autorités. Cela peut aussi servir aux populations de nombre d'autres pays qui ressentent de plus en plus la nocivité de l'UE.

La Suisse en modèle anti-UE, une nouvelle vocation se dessine.

Oui, si l'UE est incapable de se réformer, ce qui semble de plus en plus certain, **il faut préparer l'après-UE** et y contribuer aussi activement que possible. David n'a pas eu peur de Goliath mais nos autorités ont peur d'une UE, même en situation d'échec et aux effets catastrophiques. Elle perd sur beaucoup de plans par rapport à d'autres régions de monde mais vit encore dans l'illusion d'être une référence.

Pourquoi être à ce point fixé sur une entité moribonde qui fait souffrir des dizaines de millions de personnes et de chômeurs ; soumise, en plus, aux USA qui eux veulent nous transformer en simples consommateurs sans identités culturelles et sans frontières. Pour cela ils sont eux aussi prêts, si nécessaire, à affaiblir cette même UE, mais pas comme nous et avec notre objectif : **recréer une vraie Europe.**

L'implosion de l'UE serait impossible ?

On oublie un peu vite qu'un autre ensemble qui semblait bien plus solide et cette fois pleinement totalitaire, donc puissante, s'est effondré comme un château de cartes. Nous pensons bien sûr à l'ex-URSS. Pourquoi donc ce Machin qu'est l'UE serait-il éternel, puisque certains membres jouent déjà à sauve qui peut, et pas seulement avec la monnaie ?

Non, décidément, je refuse de sacrifier notre bien le plus précieux, la démocratie directe, et bien sûr aussi les autres composantes du système politique suisse, de le modifier en quoi que ce soit, et encore moins si c'est pour nous soumettre à cette UE en échec et en voie d'implosion, ce que très peu de personnes n'osent et veulent voir.

Il faut comprendre qu'un tel échec ne déboucherait pas sur un grand vide, la peur principale de beaucoup, mais constituerait une occasion de tirer les leçons de cet échec pour repartir cette fois sur un projet d'Europe vivable et viable.

Voulons-nous vraiment sacrifier notre démocratie participative pour nous soumettre à un ensemble de plus en

plus autoritaire et guetté par l'implosion ?

En Suisse, il nous reste l'espoir que le peuple gardera la détermination, la force et la combativité de nos ancêtres pour maintenir le pays qu'ils nous ont légué, face à des autorités qui semblent faiblir et trembler à la moindre menace.

Oui, il faut aussi être capable d'envisager de devoir passer par une phase de relatif isolement, très relatif cependant car l'UE n'est pas notre seul partenaire, même si c'en est un important. Nous devons même être prêts à renoncer, s'il le faut vraiment, à tous les accords bilatéraux, présentés comme liés, si telle sera réellement la condition maintenue par l'UE. Ce ne serait nullement un danger et une catastrophe comme on va nous le répéter quotidiennement et à toute heure de la journée ces prochains temps. Une décision comme celle de la BNS au sujet du franc suisse fait bien plus de mal.

Le seul moyen de lutter vraiment à la fois contre l'UE et la faiblesse de nos autorités, quel est-il ? Vous connaissez la réponse : la démocratie directe.

Le plus difficile ? Résister. Oui résister. Même si ça fait vieux jeu. L'aspect massif, conjugué, sournois, hypocrite de cette batterie d'arguments contre la démocratie directe, de pressions et d'intimidations et de créations de peurs ne doit impressionner personne. Les serial killers finissent toujours pas être mis hors d'état de nuire.

Il faut continuer à développer et à signer des initiatives populaires, même si elles sont de plus en plus nombreuses, afin que les autorités soient obligées d'empoigner tous les problèmes qui nous préoccupent et nous importent, surtout ceux qu'elles veulent ignorer, ne pas aborder ou diluer jusqu'à l'invalidation.

Non, nous ne sommes pas en danger, tout au plus sont-ce nos autorités qui risquent de nous mettre en danger si nous ne les en empêchons pas, nous le peuple souverain, toujours avec le même moyen ! Avec la démocratie directe.

Uli Windisch